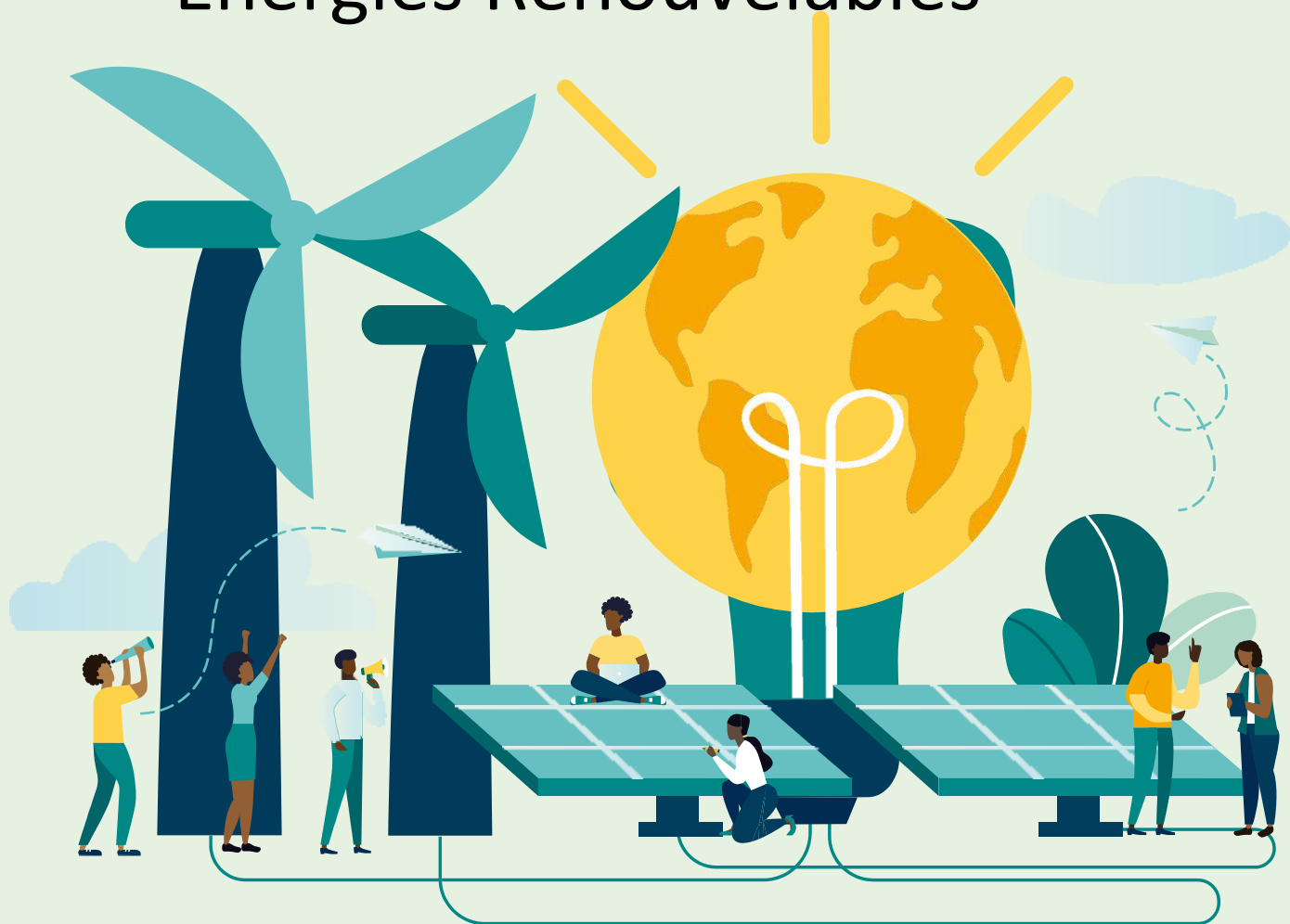


Revue des Initiatives Africaines sur les Energies Renouvelables



Remerciements

Nos remerciements vont à l'endroit des OSC africaines et internationales membres du groupe AREI-CSO, qui se sont réunies pour suivre et influencer les initiatives d'énergies renouvelables en Afrique, pour leurs précieuses contributions et leurs conseils d'experts.

L'auteur tient à exprimer sa gratitude à *Bread for the World* pour son soutien financier, sans lequel cette publication n'aurait pas été possible. Merci également à *Germanwatch* e. V. pour son soutien stratégique et sa contribution d'expert, Adam Goulston, MBA, MS (<https://worldedits.com>) pour son assistance éditoriale, et Dietmar Putscher, Dipl. Graphiste (<http://art-buero-putscher.de/>) pour la mise en page.

Auteurs :

Mohamed Adow

Édition :

Adam Goulston, MBA, MS

Conception :

Dietmar Putscher

Illustration de Couverture: shutterstock/Viktoria Kurpas (modified)

Publication :

Power Shift Africa (PSA)
Silverpool Office Suites, A6, First Floor
Hurlingham, Jabavu Lane
Nairobi, Kenya

+254 731 808 070

+254 205 210 288

info@powershiftafrica.org

<https://powershiftafrica.org>

Traduction :

Centre d'Etudes d'Expérimentations Economiques et Sociales de l'Afrique de l'Ouest - Association Internationale (CESAO-AI)
Avenue Charles De Gaulle, 1er étage de l'immeuble de la pharmacie Wend-Kuuni
01 BP. 1425 Ouagadougou 01 BURKINA FASO
Ouagadougou, Burkina Faso

+226 25 36 06 62

secretariat.cr@cesao-ai.org

www.cesao-ai.org

Juin 2020

Cette publication peut être téléchargée sur :

[Version française] : <https://cesao-ai.org/publications.html>

[Version anglaise] : <https://powershiftafrica.org/reviewing-africas-renewable-energy-initiatives/>

Supporté par :



REVUE DES INITIATIVES AFRICAINES SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'Afrique et l'urgence climatique

Alors que nous entrons dans cette nouvelle décennie, même si elle est déjà marquée par l'émergence du COVID-19, l'urgence climatique doit demeurer un point d'attention pour le public et les décideurs. Les incendies dévastateurs, les cyclones et les sécheresses, à travers les continents, indiquent non seulement une nouvelle normalité, mais aussi une crise qui s'intensifie rapidement.

Pour l'Afrique, cette réalité n'est pas nouvelle. Notre continent souffre déjà de manière disproportionnée du changement climatique, et nos populations vulnérables sont, depuis longtemps, victimes d'un problème qui ne leur est pas imputable. Le monde dans lequel nous sommes actuellement, qui enregistre 1 ° C de plus par rapport à l'époque préindustrielle, présente déjà un énorme défi pour l'Afrique. Une montée de 1,5 ° C au-dessus des températures moyennes préindustrielles causera des souffrances encore plus grandes, tandis que 2 ° C peut faire basculer le monde dans un réchauffement irréversible et incontrôlable qui pourrait provoquer l'effondrement de la société.

Dans le même temps, les Africains ont désespérément besoin de résoudre les défis immédiats pour assurer l'accès à l'énergie pour tous - une condition préalable pour assurer le bien-être et une vie digne pour tous nos peuples.

Un déploiement rapide d'énergies renouvelables centrées sur les personnes, écologiquement et socialement appropriée est au cœur de cette équation. C'est la réponse à la fois à la crise climatique et à celle de l'accès à l'énergie et au développement. La fourniture d'énergie zéro carbone est pertinente au regard de tous les Objectifs de développement durable.

Le défi est énorme, mais les opportunités le sont aussi. L'Afrique a l'avantage d'être un retardataire dans la construction d'infrastructures fondamentales pour le développement. Nous pouvons passer aux systèmes énergétiques intelligents, participatifs et distribués du futur et éviter de nous enfermer dans des actifs de combustibles fossiles et des systèmes énergétiques trop centralisés. L'Afrique peut montrer la voie vers l'avenir grâce à des plans audacieux et à une mise en œuvre sur le terrain.

Le potentiel et le besoin du Leadership africain

Le monde a désespérément besoin d'un leadership décisif pour lutter contre la crise climatique. Jusqu'à présent, aucun pays ou ensemble de pays ne se sont attribués ce rôle et n'ont commencé à mettre en œuvre les types de réponses et d'actions nécessaires pour rester sous la barre de 1,5 ° C, à plus forte raison 2 ° C de réchauffement.

Les pays africains et les pays vulnérables des autres continents peuvent prendre le leadership et faire porter la vision voulue par une autorité morale. Il est dans l'intérêt de l'Afrique d'éviter les erreurs des modèles de développement poursuivis à la fois par l'OCDE et les économies émergentes, et de défendre au contraire des trajectoires de développement qui profiteront à la fois aux populations et à la planète à court et à long termes.

L'Afrique a en fait déjà commencé à rassembler les éléments nécessaires pour assumer ce rôle. Les trois initiatives mises en évidence dans cet article articulent, toutes, le type de vision nécessaire et soulignent ouvertement l'importance d'innover et d'exercer un leadership positif.

Toutefois, l'expérience acquise jusqu'à présent montre aussi clairement que des défis importants doivent être relevés pour passer de paroles agréables et des intentions à une mise en œuvre réelle dans laquelle prévalent les principes fondamentaux centrés sur les personnes.

Nouvelles lignes de front

Alors que les énergies renouvelables doivent encore gagner la bataille contre les combustibles fossiles, la ligne de fracture de l'avenir n'est pas de savoir si les énergies renouvelables seront mises en œuvre, mais comment. Les expériences en Afrique ces dernières années illustrent clairement cela.

À moins que les principes énoncés ci-dessous ne soient respectés, les initiatives d'énergies renouvelables peuvent se transformer en moyens d'écoblanchiment, de consolidation du pouvoir des entreprises, de néo-colonialisme, d'inégalité accrue, de soutien aux régimes autoritaires, de double comptage de l'aide et, en fin de compte, de nuisance à la fois pour les populations locales et les écosystèmes.

L'expérience particulière de l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique (AREI) illustre bon nombre de ces problèmes. Sous la conduite de l'actuel président, conseil d'administration et nouvel administrateur, la situation de l'AREI (une initiative pourtant visionnaire, convaincante et innovante) est si grave que seuls des changements profonds dans sa composition et la direction de son conseil pourraient la sauver et l'aider à rester pertinente. Malheureusement, l'initiative, qui devrait être bâtie, sur une appropriation africaine forte et authentique comme condition préalable essentielle, s'est écartée de la vision originelle de ses concepteurs et soutiens, .

Principales caractéristiques des initiatives d'énergies renouvelables réussies

Du point de vue de la société civile africaine, un certain nombre de caractéristiques doivent être défendues dans chaque initiative et dans chaque interaction entre les homologues africains et leurs partenaires internationaux concernés par les énergies renouvelables. Celles-ci devraient :

- Respecter l'appropriation africaine et idéalement être initiées et dirigées par l'Afrique.
- Promouvoir les nouveaux systèmes énergétiques du futur - et promouvoir sans équivoque des systèmes énergétiques distribués, intelligents, flexibles, diversifiés et démocratisés, contrairement aux approches conventionnelles favorisant les systèmes basés sur le réseau avec un contrôle centralisé.
- Assurer la participation et la concertation communautaire en positionnant la démocratie énergétique et une large participation multipartite au centre.
- Garantir l'accès à l'énergie aux secteurs productifs tels que l'agriculture à petite échelle, les micros, petites et moyennes entreprises et les services communautaires qui constituent l'épine dorsale des moyens de subsistance et des économies en Afrique ; au-delà du strict minimum, l'accent est mis sur la fourniture d'éclairage aux ménages.
- Veiller à ce que les garanties sociales et environnementales soient au cœur de toutes les activités entreprises devant être mises en œuvre conformément au principe de précaution et garantir que les effets secondaires négatifs sont évités.
- Mettre l'accent sur les interventions structurelles, programmatiques et transformatrices mettant l'accent sur les politiques, la mobilisation des capacités, le renforcement des capacités à long terme et les cadres réglementaires plutôt que sur les projets individuels.
- Favoriser de nouveaux modèles d'interaction entre les pays en développement et les partenaires internationaux, et rompre avec les attitudes et les actions néocoloniales.
- Promouvoir de nouvelles formes de collaboration entre la société civile et le gouvernement, dans lesquelles la société civile joue un rôle suffisant selon les besoins et travaille en étroite collaboration avec le gouvernement, en plus de ses rôles traditionnels de plaidoyer et de surveillance.
- Utiliser des exemples de pays pionniers qui prennent déjà les devants et qui peuvent ensuite amener d'autres pays.

Ce transfert substantiel de ressources n'est pas une aide ; c'est plutôt un moyen pour les pays plus riches de faire valoir leur juste part de l'action climatique (en plus de passer rapidement à zéro émission à l'intérieur de leurs propres frontières). Il est également dans leur intérêt direct de veiller à ce que les pays en développement soient équipés pour éviter de devenir de grands émetteurs, étant donné le budget carbone pratiquement inexistant pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

¹ Voir le www.civilsocietyreview.org pour les rapports sur les actions équitables en fonction de la capacité et de la responsabilité de chaque pays.

Les énergies renouvelables en Afrique et dans le monde

Toute discussion sur les énergies renouvelables doit être placée dans des contextes à la fois mondiaux et locaux. Les choses vont en effet dans la bonne direction car les énergies renouvelables deviennent moins chères et plus répandues. Néanmoins, il est important de prendre conscience de l'ampleur du défi et de la manière dont l'extrapolation des tendances actuelles sera loin de répondre aux besoins du point de vue du climat et de l'accès à l'énergie.

D'un point de vue global :

- Alors que le solaire et l'éolien devraient être les sources d'énergie renouvelables les plus importantes, la croissance exponentielle du solaire, représentant une capacité de 505 GW en 2018, se limite à cinq grands pays - Inde, Allemagne, Japon, États-Unis et Chine - avec une croissance minimale observée dans le reste du monde.²
- Alors que les investissements dans les énergies renouvelables ont fortement augmenté, le monde est loin de la révolution des énergies renouvelables nécessaire. Malgré l'expansion des énergies renouvelables, il y a des investissements simultanés et continus dans les combustibles fossiles, qui s'ajoutent au stock existant d'énergie à base de combustibles fossiles. Le monde a besoin, à l'inverse, d'une élimination rapide, gérée et équitable de la production de combustibles fossiles.
- Les combustibles fossiles et l'énergie nucléaire dominent toujours largement (actuellement 74%) la production d'électricité, qui représente un quart de la consommation totale d'énergie primaire. L'hydroélectricité domine la part des énergies renouvelables, contribuant à 16%, tandis que l'éolien contribue aussi peu que 6%, le solaire photovoltaïque 2%, la bioénergie 2% et la géothermie 0,4% .³

Dans un contexte africain :

- Un défi majeur concernant les combustibles polluants et dangereux en Afrique est la biomasse traditionnelle, qui doit être remplacée par des sources d'énergie renouvelables appropriées. Le financement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, cependant, représente moins de la moitié de tous les investissements énergétiques actuels, l'Afrique subsaharienne recevant le moins de ces investissements.⁴
- Si l'accès à l'électricité en Afrique s'est amélioré, l'accès à une cuisine sûre et durable reste bien en dessous des moyennes mondiales.⁵
- Les investissements dans les énergies renouvelables sont fortement concentrés dans seulement quelques pays africains, avec les PMA africains qui sont particulièrement à la traîne.⁶
- Un changement majeur est nécessaire par rapport à la voie du statu quo. Les pays africains doivent adopter de nouvelles politiques et plans audacieux et novateurs pour se lancer véritablement dans une révolution des énergies renouvelables.
- Il est urgent que les pays africains s'attaquent simultanément à l'expansion et à la prolifération des combustibles fossiles, tout en promouvant massivement les énergies renouvelables. Les pays déjà dépendants des combustibles fossiles, ou ceux qui envisagent d'explorer de nouvelles réserves, ont besoin d'une diversification économique crédible et de plans de transition juste, qui devraient être élaborés à travers de vastes processus participatifs dans ces pays.

Trois initiatives africaines en cours

Bien qu'il existe de nombreuses initiatives, programmes et projets liés aux énergies renouvelables, ce document d'information met en évidence trois initiatives récentes. Chacun d'entre eux a une portée continentale ou quasi-continentale et des origines uniquement africaines. Ils partagent tous des principes progressistes, et tournés vers l'avenir, qui sont en parfaite adéquation avec les principes de la société civile mentionnés ci-dessus.

Une mise en œuvre réussie de chacune ou de plusieurs des initiatives signifierait des progrès majeurs et contribuerait à accroître considérablement les CPDN (Contribution Prévue Déterminée au niveau National), en plus de l'accès à l'énergie pour les pays et les communautés africains.

² Source: IEA PVPS

³ Source: REN 21, Renewables 2019 Global Status Report

⁴ Source: World Energy Investment Outlook, IEA 2019

⁵ World Bank, Sustainable Energy for All (SE4ALL) database from WHO Global Household Energy database (<https://data.worldbank.org>)

⁶ Source: World Energy Investment Outlook, IEA 2019



Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique



L'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique (AREI) a été lancée lors de la COP21 à Paris en décembre 2015. À l'époque, elle a été saluée par beaucoup comme l'initiative la plus inspirante et ambitieuse émergeant du contexte des négociations sur le climat.

Après ses débuts prometteurs, l'initiative s'est malheureusement heurtée à des obstacles. Bien que l'AREI soit toujours une réalisation historique en termes de documents de base visionnaires⁷ et d'intentions, sa mise en œuvre et sa gouvernance sont devenues décevantes. La question actuelle est de savoir s'il existe des moyens de récupérer l'AREI pour en faire l'initiative révolutionnaire qu'elle était censée être, et si tel est le cas, comment s'y prendre.

Principales caractéristiques

- L'AREI est une initiative africaine, et devrait également être portée et dirigée exclusivement par des Africains. Les chefs d'État l'ont entérinée et approuvée par l'intermédiaire de l'Union africaine.
- Ses objectifs primordiaux conformément au cadre AREI sont :
 - Aider à atteindre un développement durable, un bien-être amélioré et un développement économique sain en garantissant l'accès universel à des quantités suffisantes d'énergie propre, appropriée et abordable.
 - Aider les pays africains à passer à des systèmes d'énergie renouvelable qui soutiennent leurs stratégies de développement à faible émission de carbone tout en améliorant leur sécurité économique et énergétique.
- Le cadre AREI souligne l'importance d'un large engagement multipartite, de sauvegardes sociales et environnementales, et de passer aux meilleurs systèmes d'énergie renouvelable disponibles, intelligents, modernes et distribués qui permettront une transition vers un avenir faible à zéro carbone.
- L'initiative comprend neuf domaines de travail qui incluent la cartographie, la promotion de politiques de transformation, le renforcement des capacités, le financement, en plus des sauvegardes et de la participation multipartite.
- L'AREI décrit deux phases : Phase 1 (2015-2019) avec un objectif de permettre la fourniture de 10 GW de capacité de production d'énergie renouvelable nouvelle et supplémentaire, et phase 2 (2020-2030) avec une ambition de 300 GW.

Plutôt que de se concentrer sur des projets individuels, l'AREI était censée définir des visions et des orientations pour l'ensemble du continent. Elle devrait le faire en travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements africains et les parties prenantes, y compris la société civile. Et ce, afin de mettre en place les meilleures politiques possibles et de créer des environnements qui rendent possible une large gamme et ascendante d'énergies renouvelables socialement et écologiquement responsable dans toute l'Afrique.

Situation actuelle - problèmes majeurs

Depuis son lancement au sommet de Paris en 2015, l'AREI a fait face à plusieurs vagues de défis autour de sa gouvernance, de sa gestion, de l'influence des bailleurs de fonds et de la transparence. Après que l'actuel directeur a pris la relève, en 2018, l'initiative a dévié de ses objectifs et la société civile a été entièrement exclue des processus. Les principaux problèmes à surmonter sont les suivants.

Une gouvernance inappropriée

Les conflits d'intérêts persistent au sein de la Banque africaine de développement - qui héberge actuellement l'Unité de mise en œuvre de l'AREI (secrétariat) - et de nombreux exemples de violation des règles de gouvernance de l'AREI par son Conseil d'administration - en particulier son Président, le Président de la République de Guinée - ont gravement entravé l'initiative et sa crédibilité.

Influence inappropriée des donateurs

Une crise majeure a éclaté lors de la deuxième réunion du Conseil d'administration de l'AREI en mars 2017, lorsqu'une influence inappropriée de la France et de l'UE, en alliance avec la Guinée et le Tchad, a conduit à l'approbation indue de projets que l'AREI n'avait pas évalués⁸.

⁷ Voir le cadre AREI (<https://tinyurl.com/areiframework>), Plan d'Action (<https://tinyurl.com/areiactionplan>), et les documents de



En conséquence, le directeur de l'unité indépendante de mise en œuvre a démissionné. Ces influences des donateurs semblent avoir été renforcées.

Approbations de projets inappropriées

L'AREI, sur son site internet, prétend avoir actuellement adopté 206 projets, sans informations détaillées sur ces projets, la manière dont ils ont été évalués ou les résultats des évaluations. L'approbation induite des projets, tout en ignorant les critères approuvés par AREI pour garantir les normes sociales et environnementales, l'additionnalité et l'absence de prise en compte des prêts comme contributions aux promesses des donateurs, ont gravement porté atteinte à la réputation de l'AREI⁹.

Manque de transparence et de participation

Les réunions du Conseil et les autres réunions se déroulent sans notification et sans fourniture de documentation ou de comptes rendus des résultats publiés sur le site Internet d'AREI¹⁰. Rares sont les pays africains qui sont activement engagés. La société civile africaine est exclue de ces réunions, ce qui est en contradiction directe avec les propres règles de gouvernance de l'AREI qui soulignent l'importance de la participation de la société civile et de l'engagement multipartite^{11, 12}.

Mission creep

L'AREI s'est détournée d'une politique axée sur les efforts programmatiques de transformation, comme indiqué dans son cadre, pour se concentrer sur l'étiquetage des projets avec des risques accrus de double comptage et d'approbation automatique des projets qui seraient de toute façon mis en œuvre.



Aller de l'avant

La reconquête de la vision originale d'AREI d'un nouveau modèle énergétique distribué et axé sur les personnes est plus importante que jamais. Pour ce faire, il faudra des mesures de collaboration concertées et fortes de la part de forces qui se soutiennent mutuellement dans les pays africains, la société civile et les partenaires internationaux. Les défis en la matière ne doivent pas être sous-estimés.

● Nouveau leadership

Un nouveau leadership tant au niveau de la direction que du Conseil d'administration est nécessaire. Le premier mandat de 3 ans du Conseil d'administration ayant déjà expiré, des procédures de nomination régionales appropriées, dans le cadre de l'Union africaine, sont nécessaires pour l'élection d'un nouveau Conseil, conformément aux règles de gouvernance de l'AREI qui prévoient également l'élection annuelle de son président.

● Audits et évaluations

Les premières étapes concrètes consisteront en l'exécution d'audits et d'évaluations indépendants, réalisés par des tiers, de l'AREI, et en garantissant la transparence et la disponibilité de tous les documents du conseil d'administration de l'AREI et d'autres documents clés.

● Maintenir la vision

La société civile, les partenaires internationaux et les autres acteurs doivent reconnaître que les objectifs clés de l'AREI la transcendent en tant qu'institution. Que le secrétariat ou le conseil d'administration fonctionne ou non actuellement, les pays africains doivent adhérer aux objectifs, principes et critères de l'AREI et s'en inspirer pour une transition énergétique rapide vers les nouveaux systèmes d'énergie intelligents, centrés sur l'homme et 100 % renouvelables que l'AREI avait initialement prévus.

⁸ Protest letters from African (<https://tinyurl.com/africansoletterarei>), German (<https://tinyurl.com/germansoletterarei>), and international (<https://tinyurl.com/internationalsoletterarei>) civil society, with hundreds of signatories, garnered major media attention. See also <https://www.climatechangenews.com/2017/04/27/eu-france-accused-hijacking-africa-led-clean-energy->

scheme/ for one of the many articles published at the time.

⁹ Voir <http://www.arei.org/wp-content/uploads/2018/09/Approved-AREI-Criteria.pdf> pour les critères de l'AREI

¹⁰ Un nouveau logo et le site web de l'AREI (www.arei.info) ont été lancés en 2019. Contrairement à l'ancien site web (<http://www.arei.org/start>), celui-ci ne contient aucune information sur les réunions du Conseil d'administration et autres rencontres.

¹¹ Voir <https://tinyurl.com/csoletterofconcernareiidu> pour la lettre des OSC qui expose leurs préoccupations au sujet de l'unité indépendante de mise en œuvre de l'AREI.

¹² Voir <https://tinyurl.com/areisurvey> pour un rapport et une enquête de la société civile sur l'AREI.



Initiative pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique des pays les moins avancés pour le développement durable



L'Initiative des pays les moins avancés en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique pour le développement durable (LDC REEEI) est un cadre global lancé par les PMA (Pays les moins avancés), appartenant aux PMA et axés sur les PMA pour accélérer l'exploitation du potentiel des énergies renouvelables dans les PMA, et pour promouvoir l'efficacité énergétique¹³. Il a été conçu à l'origine par des experts africains des PMA, et destiné à fonctionner comme une initiative sœur bien synchronisée de l'AREI (dans laquelle l'initiative des PMA renforcerait, dans le cadre de ses fonctions, la capacité des 34 PMA africains à leur en bénéficier à un niveau égal aux pays africains les plus riches).

L'effort de développement du LDC REEEI a été lancé lors de la COP22 à Marrakech. Son cadre et son plan d'action ont ensuite été élaborés en 2018 et se trouvent maintenant dans une phase d'opérationnalisation concrète¹⁴.

LDC REEEI est l'un des efforts les plus progressistes, les plus ambitieux et les plus visionnaires en matière d'énergies renouvelables de tous les groupes de pays. Elle a pour ambition d'illustrer la manière dont le leadership international, les efforts de coopération et les mesures de transformation peuvent, simultanément, faire face aux enjeux du climat et du développement.¹⁵

La vision des PMA REEEI met en évidence des plans à long terme pour un bien-être durable et centré sur l'homme, pour tous; l'accent est mis sur les secteurs productifs ; un nouveau modèle énergétique efficace et distribué pour l'avenir ; et une énergie centrée sur les personnes, notamment par le biais des communautés et des coopératives. Le REEEI des PMA est avant tout un cadre et une plateforme permettant aux PMA de travailler de manière coopérative et d'accélérer le partage et la mise en œuvre des meilleures pratiques, en particulier en ce qui concerne les politiques programmatiques audacieuses. L'Initiative n'est pas un fonds ou un exécutant en tant que tel ; elle a plutôt l'intention de travailler en étroite collaboration avec les PMA pour s'assurer que le financement climatique international soutient ces actions.

Principales caractéristiques

- Le LDC REEEI a trois objectifs primordiaux :
 - 100% d'accès à une énergie renouvelable suffisante et abordable pour tous les citoyens des PMA d'ici 2030 ;
 - 100% d'utilisation du potentiel d'efficacité énergétique tout au long de la chaîne de valeur grâce à la mise en œuvre complète des meilleures pratiques et à une planification d'ici 2040 ; et
 - 100% d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables dans tous les PMA d'ici 2050, répondant à tous les besoins de leurs citoyens, services sociaux et industries.
- Le REEEI pour les PMA a une approche ascendante qui souligne l'importance pour les pays pionniers de jouer un rôle de premier plan et de donner l'exemple (par exemple en améliorant les PCN), et d'inspirer d'autres PMA (et d'autres pays du Nord et du Sud) à suivre le mouvement en fonction de leur situation particulière CPDN.
- L'Initiative comprend huit domaines d'intervention pour guider et encadrer les activités qui doivent être entreprises dans chaque PMA. Ceux-ci comprennent: (1) la cartographie et le suivi pilotés par les PMA ; (2) les connaissances, la mobilisation des capacités et l'apprentissage ; (3) la planification et la politique pour des approches telles que la construction de scénarios à long terme, les garanties de paiement, les incitations pour les solutions hors réseau, les normes d'efficacité, les normes de réseau, l'énergie communautaire, la fabrication locale / nationale et l'efficacité énergétique ; (4) la subvention et le financement ; (5) l'engagement multipartite ; (6) l'équité, les femmes et les sauvegardes sociales / environnementales ; (7) les CPDN et plans nationaux de développement ; et (8) la sensibilisation du public et la communication.

¹³ Voir www.ldcreeei.org pour plus d'information.

¹⁴ Le cadre de la LDC REEEI pour les PMA peut être téléchargé sur le http://ldcreeei.org/wp-content/uploads/Core_publications/LDC_REEEI_Frame-work_Executive-summary_English.pdf

¹⁵ Voir <https://www.climatechangenews.com/2020/05/28/clean-energy-vital-covid-19-response-worlds-poorest-countries/>

Situation actuelle - prometteuse

Le REEEI pour les PMA a le potentiel de devenir une initiative historique qui donne des exemples non seulement aux PMA mais aussi à d'autres groupes de pays. Son cadre global a généré un enthousiasme considérable et l'initiative a été mise en avant lors de divers forums internationaux, y compris le Sommet sur l'action climatique à New York.

Il est maintenant confronté à un moment important où le défi est de faire en sorte que sa phase d'établissement et d'opérationnalisation puisse évoluer comme prévu, avec un certain nombre de PMA pionniers en donnant des exemples.

Le LDC REEEI partage ses origines avec l'AREI. Une partie importante de l'équipe de rédaction qui a développé le REEEI pour les PMA et conduit sa mise en œuvre a également conduit le développement du cadre visionnaire AREI et a constitué le secrétariat AREI initial au cours de sa première phase prometteuse. Le LDC REEEI offre une opportunité de développer et de mettre en œuvre des cadres d'énergies renouvelables conformément aux principes participatifs et centrés sur les personnes, fidèles aux visions originales des deux initiatives. Un champion politique a été nommé par le groupe de négociateurs des PMA à la CCNUCC pour défendre et mobiliser le soutien au REEEI des PMA.



Aller de l'avant

● Principes

Les principes centrés sur les personnes de la REEEI des PMA doivent être soulignés et intégrés dans les processus participatifs de tous les PMA, impliquant des représentants du gouvernement, des universitaires, la société civile et d'autres groupes de parties prenantes.

● Financement et alignement

L'initiative et les PMA pionniers doivent recevoir le soutien nécessaire pour permettre l'opérationnalisation de l'initiative et jeter les bases d'un financement climatique plus substantiel des programmes nationaux ambitieux issus du processus. Les donateurs internationaux doivent aligner les activités liées aux PMA et aux énergies renouvelables sur les principes, les critères, les plans de travail et le cadre général de l'initiative REEEI pour les PMA.

● Partenariats

Les meilleurs exemples existants de partenariats et de processus participatifs entre les gouvernements, la société civile et d'autres parties prenantes devraient être directement liés au REEEI des PMA pour mettre en évidence et inspirer des approches similaires dans d'autres pays.



Programme africain de transition énergétique



Le Programme africain de transition énergétique (AFRETRAP) a été présenté en octobre 2019 et constitue l'un des cinq piliers de la Commission africaine de l'énergie (AFREC). Cette initiative, mise en avant dans ce rapport, est la plus récente sur le continent africain, et par conséquent moins connue.

L'AFRETRAP a pour but de fournir une compréhension des systèmes énergétiques nécessaires à court, moyen et long terme pour réaliser la transition vers une énergie à faible teneur en carbone. Elle espère identifier et soutenir le développement de "stratégies détaillées, pertinentes sur le plan politique et pilotées par les pays, en accord avec le programme de développement national et l'objectif de l'accord de Paris".

Le programme transcende l'agenda des énergies renouvelables et vise, selon les termes du Commissaire de l'Union africaine aux infrastructures et à l'énergie, « à mobiliser pleinement les ressources et le potentiel énergétiques de l'Afrique » et « mettre l'Afrique directement sur des voies de développement énergétique à faible émission de carbone, en évitant le blocage des combustibles fossiles auquel sont actuellement confrontées la plupart des économies industrialisées et émergentes ».

Principales caractéristiques

- L'AFRETRAP est conçue pour permettre aux efforts nationaux, partant de la base, de développer des parcours pour la transition énergétique au cours des prochaines décennies. Le concept consiste à mettre en place des équipes de construction de scénarios au cours de la phase initiale dans un certain nombre de pays pilotes. Les équipes doivent être composées d'experts de ces pays en collaboration avec des experts provenant principalement d'autres pays du continent africain. Les principes directeurs s'alignent sur de nombreuses "caractéristiques clés pour le succès des initiatives d'énergie renouvelable" de la société civile africaine, décrites ci-dessus. Il s'agit notamment de l'importance de passer aux meilleurs systèmes d'énergie renouvelable intelligents, modernes et disponibles, des approches transformatives et programmatiques, de l'engagement de plusieurs parties prenantes et des garanties environnementales.
- Le programme décrit une approche échelonnée qui fera d'abord le point sur les initiatives, objectifs et approches actuels pertinents pour l'Afrique aux niveaux national, régional, continental et mondial.
- Une composante essentielle du programme est la mobilisation et le renforcement des capacités et de l'expertise africaines. Des équipes d'élaboration de scénarios basées en Afrique entreprendront des recherches et exploreront des voies de faible à zéro émission de carbone conformément aux sept objectifs stratégiques définis par le programme.

Situation actuelle - vision audacieuse, mais quelques contradictions

Il n'en est qu'à ses débuts, mais la vision de l'AFRETRAP est la suivante : « d'ici 2063, les systèmes énergétiques africains seront largement basés sur des ressources énergétiques renouvelables associées à un secteur manufacturier fort et dans une large mesure localisé, des ressources humaines hautement qualifiées et une infrastructure énergétique intégrée pour les systèmes énergétiques tant centralisés que décentralisés ». Elle reconnaît que "la surconsommation et les modes de vie non efficaces en matière d'énergie, par la partie riche et fortement émettrice des populations africaines, doivent être freinés, tandis que l'écrasante majorité des Africains ont un accès suffisant à une énergie plus abondante, mais produite et utilisée efficacement", et que l'Afrique elle-même doit définir comment relever ses défis énergétiques, plutôt que d'absorber sans esprit critique les idées et modèles européens et nord-américains. Le programme reconnaît la gravité de la crise climatique, et le fait que l'Afrique sera la première à être touchée. Il propose aussi aux États de passer à des sociétés à faible, voir à zéro, émission de carbone. Le programme reconnaît également les risques importants que représentent les actifs immobilisés en raison de la poursuite des investissements dans les combustibles fossiles. Les grandes lignes de la vision mettent l'accent sur le développement d'un nouveau modèle d'énergie renouvelable qui soit intelligent, distribué et capable de répondre à tous les besoins. Malgré ce qui précède, un domaine stratégique prioritaire met l'accent sur le gaz naturel et l'expansion des pipelines régionaux. Cela reflète probablement les mandats actuels de l'AFREC (qui a des marchés intérieurs africains pour le pétrole et le gaz naturel comme l'un de ses cinq domaines prioritaires). Il montre également les contradictions inhérentes à la politique énergétique actuelle.

¹⁶ Voir <https://afrec-energy.org/publications/afrec-energy-transition-en.pdf> pour le rapport descriptif du programme.

Il convient de noter que l'AFRETRAP plaide principalement en faveur du gaz naturel comme réponse à la demande de pointe. Il reconnaît cependant que cela pourrait ne pas être nécessaire, car l'énergie solaire concentrée et les batteries peuvent déjà être des alternatives viables pour équilibrer l'offre.

La voie à suivre



Compte tenu de sa base formelle dans le système de l'Union africaine, l'AFRETRAP a le potentiel d'ouvrir un espace pour des trajectoires de transformation. Le vaste mandat de l'AFREC de couvrir l'ensemble du secteur énergétique peut être à la fois un moyen et un obstacle à cet égard.

● Engagement

Les pays progressistes et les parties prenantes, y compris la société civile, devraient s'engager directement avec l'AFREC et l'équipe impliquée dans le développement de l'AFRETRAP.

● Financement

Les pays donateurs sont encouragés à apporter un soutien initial au développement et à l'opérationnalisation de l'AFRETRAP.

● Aplanir les problèmes de politique

L'engagement de la société civile et d'autres parties prenantes devrait aider à surmonter certaines contradictions et garantir que le programme adhère à ses principes prometteurs.

Conclusion

L'Afrique et le monde sont confrontés à un ensemble sans précédent de crises liées à l'environnement, au développement et à la justice sociale, avec le climat et l'énergie au centre. Des solutions audacieuses et transformatrices, qui rompent avec les modèles de développement habituels et qui confrontent l'élite et les intérêts particuliers sont une réponse suffisante aux crises. Dans une situation où le monde a désespérément besoin d'un véritable leadership, l'Afrique a rôle particulier à jouer. Si le continent qui a le moins contribué au changement climatique prend le leadership dans la planification d'un avenir respectueux du climat, alimenté par des énergies renouvelables et centré sur l'équité et le bien-être, d'autres régions ressentiront à la fois une pression morale et une inspiration. Les trois initiatives d'origine africaine, mises en évidence dans cette note d'information, incarnent cette audace et cette aspiration. Leurs buts, principes et ambitions doivent être loués et soutenus, tout comme tout détournement ou mise en œuvre inappropriée doit être signalé et traité efficacement.

L'une des conclusions les plus importantes de cette revue est l'importance cruciale d'un engagement fort et efficace de la société civile.

Des forces au service du bien commun et non des intérêts particuliers et des gains commerciaux - c'est-à-dire la société civile, les mouvements sociaux et les universitaires indépendants - doivent mener les travaux en étroite interaction avec les gouvernements. Elles doivent revendiquer et être reconnues pour leurs rôles de générateurs d'idées et de visions, tout en exerçant simultanément une pression en tant que « chiens de garde ».

L'Afrique est à la croisée des chemins. Avec le financement, le soutien et la gouvernance appropriés, les efforts et les initiatives qui adhèrent aux principes énoncés dans ce rapport ont un potentiel considérable non seulement pour favoriser un environnement propice à l'énergie propre en Afrique, mais aussi pour démontrer des approches reproductibles dans d'autres pays, pour le bénéfice de tous.

Powershift Africa

Power Shift Africa (PSA) est un groupe de réflexion sur le climat et l'énergie et une ONG créée pour fournir des politiques, des activités de plaidoyer et des communications d'un point de vue africain, pour éduquer et informer en Afrique, et amplifier la voix morale africaine dans l'arène climatique internationale.

La mission de PSA est de mobiliser l'action climatique en Afrique, d'intensifier les voix africaines en présentant un message uni et bien prouvé aux gouvernements, aux autres parties prenantes et aux médias, et de soutenir une évolution des politiques climatiques et énergétiques vers des alternatives zéro carbone et résilientes.

PSA, dont le siège est à Nairobi, au Kenya, a été fondée en 2018 pour animer le débat public sur le climat et l'énergie. Il le fait par le biais de réseaux avec les OSC africaines, les experts et les médias pour accroître l'engagement de l'Afrique dans les questions climatiques et énergétiques aux niveaux local, régional et international.

A propos de l'auteur :

Mohamed Adow est le fondateur et directeur de Power Shift Africa. Il a une expérience unique sur les politiques et le plaidoyer en matière d'énergie et de changement climatique en Afrique. En près de deux décennies de travail, il a été profondément impliqué dans les enjeux internationaux du climat et de l'énergie. De 2008 à 2019, il a dirigé le plaidoyer et la politique climatique mondiale de *Christian Aid*, spécialisé dans les problèmes des pays en développement et soutenant ce travail en Afrique, en Europe et à la CCNUCC. Il est également conseiller du *Climate Vulnerable Forum*.



Contact:

Power Shift Africa (PSA)
Silverpool Office Suites,
A6, First Floor

Hurlingham, Jabavu Lane
Nairobi, Kenya

+254 731 808 070
+254 205 210 288

info@powershiftafrica.org

<https://powershiftafrica.org>



POWER SHIFT
A F R I C A